



# Assemblée générale

Distr. générale  
25 août 2023  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-dix-huitième session

Point 137 de l'ordre du jour provisoire\*

### Projet de budget-programme pour 2024

## Projet de budget-programme pour 2024

### Titre II

#### Affaires politiques

### Chapitre 3

#### Affaires politiques

##### Missions politiques spéciales

##### Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général

### Troisième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget-programme pour 2024

## I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses pour 2024 relatives aux missions politiques spéciales relevant du groupe thématique I (envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général) ([A/78/6 \(Sect. 3\)/Add.2](#)). À cette occasion, il a obtenu des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de recevoir des réponses écrites le 9 août 2023.

2. Dans le premier additif au chapitre 3 (Affaires politiques) de son rapport sur le projet de budget-programme pour 2024 ([A/78/6 \(Sect. 3\)/Add.1](#)), le Secrétaire général donne un aperçu général des ressources demandées pour 2024 au titre de 39 missions politiques spéciales et des questions intéressant ces missions en général. Des renseignements détaillés sur chaque mission politique spéciale sont donnés dans cinq autres additifs au chapitre 3<sup>1</sup>, qui sont consacrés aux besoins propres aux missions

---

\* [A/78/150](#).

<sup>1</sup> [A/78/6 \(Sect. 3\)/Add.2](#), [A/78/6 \(Sect. 3\)/Add.3](#), [A/78/6 \(Sect. 3\)/Add.4](#), [A/78/6 \(Sect. 3\)/Add.5](#) et [A/78/6 \(Sect. 3\)/Add.6](#).



relevant des groupes thématiques I à III, à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

3. Les ressources demandées au titre du Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar (groupe thématique I), dont le mandat a été arrêté par l'Assemblée générale, sont englobées dans le montant total des ressources demandées pour l'ensemble des missions politiques spéciales dans le rapport du Secrétaire général consacré au groupe thématique I, et le mandat du Bureau sera porté à l'attention de l'Assemblée conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de celle-ci.

4. Le Comité consultatif s'intéresse aux questions concernant les missions politiques spéciales en général dans son rapport principal (A/78/7/Add.1), tandis que ses observations et recommandations sur les prévisions budgétaires relatives aux groupes thématiques I à III ainsi qu'à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq font l'objet de rapports distincts<sup>2</sup>.

## II. Exécution du budget en 2022 et 2023 et ressources nécessaires pour 2024

5. Le tableau 1 met en regard le montant des ressources à prévoir pour 2024 au titre des 10 missions politiques spéciales classées dans le groupe thématique I, les crédits approuvés pour 2023 et les dépenses engagées en 2022.

Tableau 1

### Récapitulatif des ressources nécessaires au titre du groupe thématique I

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission	2022		2023		2024	Variation	
	Crédits ouverts	Dépenses	Crédits ouverts	Janvier-juin (dépenses effectives)	Ressources demandées	Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
1. Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	2 955,0	2 523,5	3 036,3	1 446,0	3 079,1	42,8	1,4
2. Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide	2 698,3	2 393,6	2 816,4	1 439,4	2 819,3	2,9	0,1
3. Bureau de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	476,5	267,9	475,2	174,4	567,8	92,6	19,5
4. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	338,6	393,4	372,2	195,7	420,1	47,9	12,9
5. Bureau de la Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	2 045,0	1 745,4	1 950,0	895,8	2 059,1	109,1	5,6
6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	16 132,6	12 630,3	15 001,6	7 080,9	14 200,6	(801,0)	(5,3)

<sup>2</sup> A/78/7/Add.2, A/78/7/Add.3, A/78/7/Add.4, A/78/7/Add.5 et A/78/7/Add.6.

Mission	2022		2023		2024	Variation	
	Crédits ouverts	Dépenses	Crédits ouverts	Janvier-juin (dépenses effectives)	Ressources demandées	Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (5) - (3)	(7) = (6)/(3)
7. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	1 763,6	1 586,1	1 754,5	750,9	1 654,6	(99,9)	(5,7)
8. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	5 133,9	4 406,1	5 737,9	2 425,8	4 984,1	(753,8)	(13,1)
9. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	17 202,0	16 240,6	17 051,3	8 362,4	16 708,3	(343,0)	(2,0)
10. Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	1 153,5	1 223,8	1 408,6	616,2	1 380,3	(28,3)	(2,0)
<b>Total</b>	<b>49 899,0</b>	<b>43 410,7</b>	<b>49 604,0</b>	<b>23 387,5</b>	<b>47 873,3</b>	<b>(1 730,7)</b>	<b>(3,5)</b>

6. Le montant des ressources demandées pour 2024 s'élève à 47 873 300 dollars (déduction faite des contributions du personnel), ce qui représente une réduction de 1 730 700 dollars (3,5 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2023. On trouvera dans le tableau 6 du rapport principal du Secrétaire général ([A/78/6 \(Sect. 3\)/Add.1](#)) un récapitulatif des variations entre les ressources approuvées pour 2023 et les ressources proposées pour 2024 au titre des missions dont le mandat a été reconduit.

7. Comme indiqué dans le tableau 1, le montant total des dépenses s'est élevé à 43 410 700 dollars en 2022, ce qui représente une sous-utilisation de 6 488 300 dollars, soit 13,0 %, par rapport au crédit de 49 899 000 dollars qui avait été ouvert. Le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution [1559 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité et le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar sont les seules missions ayant enregistré un dépassement de crédit, qui s'est élevé à 54 800 dollars pour la première et à 70 300 dollars pour la seconde. Au 30 juin 2023, les dépenses s'élevaient à 23 387 500 dollars, contre un crédit alloué de 49 604 000 dollars. **Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général communiquera à l'Assemblée générale des informations actualisées sur les dépenses engagées en 2023, lorsqu'elle examinera le présent rapport.**

## A. Observations et recommandations concernant les effectifs

8. Au total, le Secrétaire général propose 280 emplois de temporaire en 2024 pour les 10 missions relevant du groupe thématique I, ce qui représente une augmentation nette de 1 emploi par rapport à l'effectif approuvé pour 2023 (279 emplois). Le Comité consultatif s'est fait communiquer un tableau des effectifs approuvés pour 2023 et des effectifs proposés pour 2024 (voir tableau 2). Les modifications qu'il est proposé d'apporter aux effectifs sont également résumées à l'annexe XX du rapport principal du Secrétaire général ([A/78/6 \(Sect. 3\)/Add.1](#)).

Tableau 2  
Groupe thématique I : effectifs nécessaires

Mission	Effectif approuvé pour 2023	Postes/emplois vacants au 30 juin 2023	Effectif proposé pour 2024	Nouveaux emplois de temporaire	Suppression	Transformation	Reclassement	Réaffectation	Transfert
Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	21 (1 SGA, 1 D-1, 3 P-5, 5 P-4, 1 P-3, 4 SM, 1 G(AC) et 5 AL)	3 (1 SGA, 1 P-5 et 1 AL)	21 (1 SGA, 1 D-1, 3 P-5, 5 P-4, 1 P-3, 4 SM, 1 G(AC) et 5 AL)	—	—	—	—	—	—
Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide	13 [1 SGA, 1 SSG, 2 P-5, 4 P-4, 2 P-3, 1 P-2 et 2 G(AC)]	—	15 (1 SGA, 1 SSG, 2 P-5, 4 P-4, 2 P-3, 1 P-2, 2 G(AC) et 2 VNUN)	2 VNUN	—	—	—	—	—
Bureau de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	2 (1 SGA et 1 P-3)	—	2 (1 SGA et 1 P-3)	—	—	—	—	—	—
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	3 [1 SGA, 1 P-4 et 1 G(AC)]	1 SGA	3 [1 SGA, 1 P-4 et 1 G(AC)]	—	—	—	—	—	—
Bureau de la Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	7 [1 SSG, 1 P-5, 2 P-4, 2 P-3 et 1 G(AC)]	—	7 [1 SSG, 1 P-5, 2 P-4, 2 P-3 et 1 G(AC)]	—	—	—	—	—	—
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	88 (1 SGA, 1 SSG, 1 D-2, 3 D-1, 8 P-5, 14 P-4, 11 P-3, 10 SM, 8 G(AC) et 31 AL)	24 (3 P-5, 7 P-4, 4 P-3, 5 SM, 4 G(AC) et 1 AL)	87 (1 SGA, 1 SSG, 1 D-2, 3 D-1, 8 P-5, 13 P-4, 10 P-3, 8 SM, 8 G(AC), 1 AN et 33 AL)	1 P-5	1 P-5, 1 P-4	3 (1 P-3 en AN et 2 SM en 2 AL)	—	—	—
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	9 (1 SGA, 1 D-1, 2 P-4, 1 P-3, 2 AN et 2 AL)	2 (1 P-4 et 1 AL)	9 (1 SGA, 1 D-1, 2 P-4, 1 P-3, 2 AN et 2 AL)	—	—	—	—	—	1 P-4 d'Addis-Abeba à Khartoum
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	30 (1 SGA, 1 D-2, 1 D-1, 5 P-5, 7 P-4, 5 P-3, 1 SM, 1 G(AC), 1 AN et 7 AL)	6 (1 D-2, 2 P-4, 1 P-3, 1 AN et 1 AL)	30 (1 SGA, 1 D-2, 1 D-1, 5 P-5, 7 P-4, 5 P-3, 1 SM, 1 G(AC), 1 AN et 7 AL)	—	—	—	—	—	—

Mission	Effectif approuvé pour 2023	Postes/emplois vacants au 30 juin 2023	Effectif proposé pour 2024	Nouveaux emplois de temporaire	Suppression	Transformation	Reclassement	Réaffectation	Transfert
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	101 (1 SGA, 1 D-2, 1 D-1, 6 P-5, 15 P-4, 10 P-3, 24 SM, 1 G(AC), 14 AN et 28 AL)	22 (2 P-5, 2 P-4, 2 P-3, 6 SM, 1 G(AC), 6 AN et 3 AL)	101 (1 SGA, 1 D-2, 1 D-1, 6 P-5, 15 P-4, 10 P-3, 24 SM, 1 G(AC), 14 AN et 28 AL)	—	—	—	—	—	—
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	5 (1 SGA, 1 D-1, 1 P-5, 1 P-4 et 1 AL)	2 (1 SGA et 1 AL)	5 (1 SGA, 1 D-1, 1 P-5, 1 P-4 et 1 AL)	—	—	—	—	—	—

*Abréviations* : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; G = agent(e) des services généraux ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SM = agent(e) du Service mobile ; SSG = sous-secrétaire général(e) ; VNUN = Volontaires des Nations Unies recruté(e)s sur le plan national.

9. Le Secrétaire général propose d'apporter les changements ci-après aux effectifs de trois missions :

a) Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide : création de deux emplois de spécialiste des questions politiques (VNUN) (voir par. 10 ci-dessous) ;

b) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie : création d'un emploi de spécialiste des droits humains (P-5) (voir par. 10 ci-dessous) ; suppression d'un emploi de spécialiste des questions politiques (hors classe) (P-5) (voir par. 10 ci-dessous) et d'un emploi de conseiller(ère) militaire (P-4) ; transformation d'un emploi de spécialiste des questions politiques (P-3) en emploi de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1<sup>re</sup> classe) (AN), d'un emploi d'assistant(e) chargé(e) des ressources humaines (SM) en emploi d'assistant(e) chargé(e) des ressources humaines (AL) et d'un emploi d'agent(e) de sécurité (SM) en emploi d'assistant(e) (sécurité sur le terrain) (AL) (voir [A/78/6 \(Sect. 3\)/Add.2](#), par. 158 ; voir également par. 13 ci-dessous) ,

c) Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique : transfert d'un emploi de spécialiste des affaires politiques (P-4) d'Addis-Abeba à Khartoum (voir par. 12 ci-dessous).

#### *Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide*

10. Le Secrétaire général propose de créer deux emplois de spécialiste des questions politiques (VNUN), l'un à Addis-Abeba et l'autre à Bangkok, au sein du Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide ([A/78/6 \(Sect. 3\)/Add.2](#), par. 62). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les fonctions rattachées à ces emplois seraient élargies afin de pérenniser les initiatives de sensibilisation et d'éducation lancées en 2020 sur la prévention du génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et du nettoyage ethnique, en collaboration avec des partenaires situés en Afrique et dans la région Asie-Pacifique. En outre, les titulaires de ces deux emplois joueront un rôle de liaison essentiel afin de renforcer la coopération du Bureau avec les parties prenantes des différentes régions, en particulier les organisations régionales, les pouvoirs publics et la société civile. **Le Comité consultatif ne s'oppose pas à cette**

**proposition, mais compte tenu des fonctions de liaison régionale devant être exercées par les titulaires de ces emplois, il estime que ceux-ci doivent posséder une expertise régionale.**

*Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie*

11. Il est proposé de créer un emploi de spécialiste des droits humains (hors classe) (P-5) au sein du Bureau des affaires politiques du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie à Genève, parallèlement à la suppression d'un emploi de spécialiste des questions politiques (hors classe) (P-5) au Bureau de Damas [ibid., par. 158 a)]. S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a été informé que l'emploi de la classe P-5 à pourvoir à Damas était vacant depuis juillet 2019 (voir par. 13 ci-dessous). Le (la) titulaire de l'emploi qu'il est proposé de créer à Genève fournirait un appui et des conseils spécialisés à l'Envoyé spécial et s'emploierait à obtenir la libération de personnes détenues arbitrairement, notamment en entretenant le dialogue avec des interlocuteurs de haut niveau et en assurant la coordination avec les parties syriennes, les services compétents de l'Organisation des Nations Unies et le Comité international de la Croix-Rouge. Il (elle) représenterait également le Bureau au sein du Groupe de travail sur la libération de personnes détenues ou enlevées, la restitution des dépouilles et l'identification des personnes disparues. En outre, le Comité consultatif a été informé que les fonctions liées à l'emploi dont la création est proposée étaient les mêmes que celles exercées par le (la) titulaire d'un emploi existant de spécialiste des droits humains (hors classe) (P-5) basé à Genève, financé au moyen de ressources extrabudgétaires. Il note que les ressources extrabudgétaires qu'il est prévu d'allouer au Bureau pour 2024 s'élèvent à 279 000 dollars, soit une augmentation de 6 500 dollars par rapport aux estimations pour 2023 (voir annexe II ci-dessous). En outre, il observe que l'emploi serait à pourvoir au Bureau des affaires politiques à Genève, qui comprend actuellement 15 emplois financés au moyen du budget ordinaire, dont 1 D-1, 3 P-5 et 5 P-4 (voir [A/78/6 \(Sect. 3\)/Add.2](#), annexe II, sect. F). **Au vu du nombre d'emplois déjà financés au moyen de ressources extrabudgétaires au sein du Bureau, le Comité consultatif recommande de ne pas créer l'emploi de spécialiste des droits humains (hors classe) (P-5) proposé.**

*Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique*

12. Le Secrétaire général propose de transférer un emploi de spécialiste des questions politiques (P-4) d'Addis-Abeba à Khartoum au sein du Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, afin de suivre de près l'évolution de la situation au Soudan et de collaborer avec l'Envoyé spécial de l'Autorité intergouvernementale pour le développement au Soudan du Sud, ainsi qu'avec les principaux partenaires et les autres entités des Nations Unies basées à Khartoum et à Abyei (ibid., par. 185). En réponse à ses questions, il a été indiqué au Comité consultatif que le (la) seul(e) autre membre du Bureau basé(e) à Khartoum était un(e) spécialiste des questions politiques (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national), qui a été transféré(e) en Égypte en raison de l'intensification du conflit au Soudan. En outre, le transfert de l'emploi de spécialiste des questions politiques (P-4) dépendrait de l'évolution de la situation sur le terrain. **Étant donné l'évolution constante de la situation sur le terrain, le Comité consultatif recommande de ne pas approuver, à ce stade, la proposition de transférer un emploi de spécialiste des questions politiques (P-4) d'Addis-Abeba à Khartoum.** Il examine des questions connexes dans son rapport sur le projet de budget de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (groupe thématique III) ([A/78/7/Add.4](#)).

### Emplois vacants

13. S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a été informé qu'au 30 juin 2023, 30 emplois (2 SGA, 3 P-5, 6 P-4, 5 P-3, 4 SM, 5 AN, 3 G et 2 AL) à pourvoir dans les missions relevant du groupe thématique I étaient vacants depuis un an ou plus, dont 19 (2 SGA, 2 P-5, 4 P-4, 3 P-3, 1 SM, 3 AN, 3 G et 1 AL) étaient vacants depuis plus de deux ans. Le Comité note que 13 des emplois vacants depuis plus de deux ans sont à pourvoir dans le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, y compris 7 au sein du Bureau de Damas, dont 2 emplois qu'il est proposé de transformer en postes soumis à recrutement national et 2 qu'il est proposé de supprimer. **Le Comité consultatif compte que les emplois vacants, y compris ceux qui le sont depuis longtemps, seront pourvus dans les meilleurs délais, et que des informations actualisées sur l'état d'avancement des recrutements pour tous les emplois en question seront communiquées à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport et dans le prochain projet de budget. Il compte également que le Secrétaire général proposera dans le prochain projet de budget des mesures appropriées en ce qui concerne tous les emplois vacants de longue date qui n'ont pas été pourvus.** On trouvera des observations supplémentaires concernant les emplois vacants depuis 24 mois ou plus dans son rapport principal sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales (A/78/7/Add.1).

14. **Sous réserve des recommandations formulées aux paragraphes 11 et 12 ci-dessus, le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général relatives aux effectifs soient approuvées. Le montant des dépenses opérationnelles correspondantes devrait être ajusté en conséquence.**

## B. Observations et recommandations concernant les dépenses opérationnelles

15. Les ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles des missions du groupe thématique I pour 2024 s'élèvent à 14 573 700 dollars, ce qui représente une diminution de 742 300 dollars (soit 4,8 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2023. Le Comité consultatif a obtenu des renseignements sur ces dépenses (voir tableau 3), plus précisément sur les dépenses effectives de 2022 et 2023 et les prévisions de dépenses pour 2024.

Tableau 3  
**Groupe thématique I : dépenses opérationnelles**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2022		2023		2024		Variation
	Crédits ouverts	Dépenses	Crédits ouverts	Dépenses effectives (au 30 juin)	Total	Dépenses non renouvelables	Budget pour 2024 par rapport aux crédits ouverts pour 2023
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) - (3)
<b>Dépenses opérationnelles</b>							
Consultants et services de consultants	271,0	144,1	243,4	55,5	249,3	—	5,9
Voyages officiels	2 813,0	2 105,1	2 560,9	1 621,0	2 595,6	—	34,7
Installations et infrastructures	7 096,8	4 946,7	6 672,6	4 023,3	6 108,2	—	(564,4)
Transports terrestres	836,7	456,5	775,4	330,2	778,1	—	2,7

Catégorie de dépenses	2022		2023		2024		Variation
	Crédits ouverts	Dépenses	Crédits ouverts	Dépenses effectives (au 30 juin)	Total	Dépenses non renouvelables	Budget pour 2024 par rapport aux crédits ouverts pour 2023
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) - (3)
Opérations aériennes	1 144,3	1 620,2	1 328,6	597,6	1 242,3	—	(86,3)
Communications et informatique	1 447,6	1 470,8	1 492,7	895,6	1 489,6	—	(3,1)
Santé	330,7	291,5	325,8	123,8	231,2	—	(94,6)
Fournitures, services et matériel divers	1 988,4	1 110,4	1 916,6	442,6	1 879,4	—	(37,2)
<b>Total</b>	<b>15 928,5</b>	<b>12 145,3</b>	<b>15 316,0</b>	<b>8 089,6</b>	<b>14 573,7</b>	<b>—</b>	<b>(742,3)</b>

#### *Consultants et services de consultants*

16. Le montant demandé au titre des consultants et des services de consultants, qui s'élève à 249 300 dollars, soit une augmentation de 5 900 dollars (2,4 %), permettrait d'apporter un appui technique ciblé et de renforcer les capacités internes de six missions relevant du groupe I, à savoir le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre, le Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide, le Bureau de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental, le Bureau de la Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs. **Soulignant que le recours à des consultants doit être limité au strict minimum et compte tenu du niveau des dépenses engagées en 2022 et au premier semestre de 2023, le Comité consultatif recommande ce qui suit :**

a) Une réduction de 15 % des montants demandés pour le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre (4 300 dollars), le Bureau de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental (3 100 dollars), le Bureau de la Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève (1 500 dollars) et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie (19 200 dollars) ;

b) Une réduction de 10 % des montants demandés pour le Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide (3 600 dollars).

#### *Voyages officiels*

17. Les crédits demandés, d'un montant de 2 595 600 dollars, soit une augmentation de 34 700 dollars (1,4 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2023, permettraient de financer les voyages à des fins autres que la formation (2 349 800 dollars) et les voyages liés à la formation (245 800 dollars). **Le Comité consultatif compte que des mesures supplémentaires seront prises pour optimiser l'utilisation des réunions virtuelles, des plateformes en ligne et des outils de formation à distance, chaque fois que possible. En outre, compte tenu du niveau des dépenses engagées en 2022 et au premier semestre de 2023, le Comité recommande ce qui suit :**

a) Une réduction de 15 % des montants demandés pour le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour l'application de la résolution **1559 (2004)** du Conseil de sécurité (5 900 dollars) et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie (145 500 dollars) ;



**b) Une réduction de 10 % des montants demandés pour le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre (10 000 dollars), le Bureau de la Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève (21 000 dollars), le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique (10 300 dollars) et le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar (15 000 dollars).**

#### *Installations et infrastructures*

18. Les crédits demandés à la rubrique Installations et infrastructures s'élèvent à 6 108 200 dollars, soit une diminution de 564 400 dollars (8,5 %), ce qui s'explique principalement par la réduction des dépenses prévues au titre de la location de locaux et des services de sécurité pour le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie (baisse de 853 400 dollars). Les ressources demandées comprennent un montant de 3 014 900 dollars pour le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, ce qui représente une augmentation de 317 900 dollars (11,8 %). En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que cette augmentation était principalement imputable à la hausse des coûts liés à la location de locaux pour le nouveau bureau d'Amman (307 600 dollars contre 112 500 dollars pour les locaux actuels), soit une augmentation de 173 %, ainsi que pour le bureau de Sanaa (64 400 dollars contre 48 200 dollars pour les locaux actuels), soit une augmentation de 34 %, aux dépenses prévues au titre de nouveaux projets visant à améliorer l'accessibilité et l'approvisionnement en électricité, à la hausse du prix du carburant et aux dépenses mensuelles afférentes aux agents de sécurité non armés. Les dépenses du Bureau se sont élevées à 2 373 200 dollars en 2022 pour des crédits ouverts d'un montant de 2 786 100 dollars. **Le Comité consultatif est d'avis que des gains d'efficacité supplémentaires seront obtenus et, compte tenu également du niveau des dépenses engagées en 2022, recommande de réduire de 30 % (95 400 dollars) l'augmentation proposée (317 900 dollars) au titre des installations et des infrastructures pour le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen. Le Comité compte également que des informations actualisées sur la location des locaux du Bureau seront communiquées à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport et dans le prochain projet de budget.**

#### *Transports terrestres*

19. Les ressources demandées au titre des transports terrestres s'élèvent à 778 100 dollars et font apparaître une augmentation de 2 700 dollars (0,3 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2023. Les dépenses engagées en 2022 se sont élevées à 456 500 dollars, contre un crédit de 836 700 dollars, tandis que les dépenses au 30 juin 2023 s'élevaient à 330 200 dollars, contre un crédit de 775 400 dollars. **Compte tenu du niveau des dépenses engagées en 2022 et au premier semestre de 2023, le Comité consultatif recommande ce qui suit :**

**a) Une réduction de 15 % des ressources demandées pour le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs (6 300 dollars) et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen (42 100 dollars) ;**

**b) Une réduction de 5 % des ressources demandées pour le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie (18 300 dollars).**

#### *Fournitures, services et matériel divers*

20. Les ressources demandées au titre des fournitures, services et matériel divers, qui s'élèvent à 1 879 400 dollars, soit une diminution de 37 200 dollars (1,9 %) par

rapport aux crédits ouverts pour 2023, comprennent un montant de 1 121 400 dollars pour le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie. Les dépenses engagées en 2022 par les missions du groupe thématique se sont élevées à 1 110 400 dollars, contre un crédit de 1 988 400 dollars, tandis que les dépenses au 30 juin 2023 s'élevaient à 442 600 dollars, contre un crédit de 1 916 600 dollars. **Compte tenu du niveau des dépenses engagées en 2022 et au premier semestre de 2023, ainsi que des montants prévus au budget, le Comité consultatif recommande ce qui suit :**

a) Une réduction de 20 % du montant demandé pour le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie (224 300 dollars) ;

b) Une réduction de 10 % des crédits alloués au Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre (8 300 dollars), au Bureau de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental (2 900 dollars) et au Bureau de la Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève (4 500 dollars).

21. Sous réserve de ses observations et recommandations figurant aux paragraphes 16, 17, 18, 19 et 20 ci-dessus, le Comité consultatif recommande que les propositions du Secrétaire général concernant les dépenses opérationnelles soient approuvées.

### III. Questions diverses

#### *Discours de haine*

22. S'étant renseigné à ce sujet, le Comité consultatif a été informé qu'en 2019, le Secrétaire général avait lancé la Stratégie et le Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine et désigné le Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide comme pôle mondial de coordination pour la mise en œuvre de la Stratégie. À ce titre, le Bureau aide les entités des Nations Unies présentes sur le terrain, notamment les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, à élaborer des plans d'action adaptés au contexte afin de lutter contre les discours de haine, conformément à la Stratégie. En outre, il fournit un appui en matière de renforcement des capacités et une assistance technique aux pouvoirs publics, aux organisations régionales, aux médias et à la société civile. Ces activités sont en augmentation depuis le lancement de la Stratégie et devraient encore s'intensifier. Le Bureau préside également le Groupe de travail sur les discours de haine, qui a été mis en place pour coordonner les efforts de 17 entités, dont le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, qui fournit notamment des conseils techniques sur les outils de suivi et d'analyse permettant de lutter contre les discours de haine, la désinformation et la mésinformation, et le Département de la communication globale, qui contribue à amplifier la portée des activités de sensibilisation liées à la Stratégie. **Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général rendra compte de manière détaillée, dans le prochain projet de budget, des ressources consacrées à la lutte contre les discours de haine dans l'ensemble de l'Organisation des Nations Unies, et fournira une description des domaines de responsabilité des différentes entités et des mécanismes de coopération entre celles-ci.** On trouvera des observations à ce sujet dans son rapport principal sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales ([A/78/7/Add.1](#)) et aux chapitres 3 et 28 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour 2024 ([A/78/7](#)).

*Coopération avec le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents*

23. Dans le rapport du Secrétaire général, il est indiqué que les missions politiques spéciales relevant du groupe thématique I continuent de coordonner leurs activités et de coopérer avec les bureaux des coordonnatrices et coordinateurs résidents (annexe I). Selon le Secrétariat, au nombre des bonnes pratiques, on peut citer l'examen stratégique de la Facilité de soutien à la paix qui est actuellement mené par le Bureau de l'Envoyé spécial pour le Yémen dans le cadre d'un important partenariat entre la mission, le Bureau du Coordonnateur résident et le Programme des Nations Unies pour le développement. Cet examen stratégique était en cours d'achèvement et les décisions sur la suite à donner aux recommandations devaient être prises d'ici au deuxième trimestre de 2023 (ibid.). En réponse à ses questions, le Comité consultatif a également été informé que le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie maintenait une collaboration étroite avec le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire pour la République arabe syrienne afin de promouvoir la cohérence des activités et les synergies, conformément aux plans et aux priorités de l'Organisation des Nations Unies concernant le processus politique, comme le prévoit la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. Le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique travaille en étroite collaboration avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents de la région sur les questions de paix et de sécurité, notamment dans le cadre de la stratégie régionale globale pour la prévention. Par exemple, il a beaucoup travaillé avec le Bureau de la Coordonnatrice résidente en Éthiopie pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord sur la cessation des hostilités signé à Pretoria en novembre 2022. De la même manière, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs collabore avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents des pays de la région, notamment dans le cadre de l'application de la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs.

*Accords de partage des coûts*

24. On trouvera à l'annexe I du présent rapport des informations sur les accords de partage des coûts conclus par les missions relevant du groupe thématique I. Comme suite à ses questions, le Comité consultatif a reçu des informations sur les modalités de partage des coûts pour 2024 entre le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda concernant les fonctions d'appui à la mission (voir tableau 4). Les coûts afférents à la location des locaux et à d'autres services, tels que la sécurité, sont partagés entre les deux missions selon des pourcentages qui sont revus chaque année en fonction des effectifs déployés dans chaque lieu d'affectation. **Le Comité compte que des informations actualisées sur les accords de partage des coûts figureront dans tous les futurs projets de budget.**

Tableau 4

**Partage des dépenses opérationnelles entre la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen**

<i>Rubrique budgétaire</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Montant total des dépenses prévues pour 2024</i>	<i>Projet de budget de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda pour 2024</i>	<i>Participation de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda au partage des coûts (pourcentage)</i>	<i>Projet de budget du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen pour 2024</i>	<i>Participation du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen au partage des coûts (pourcentage)</i>
Location de locaux : bureaux (nouveaux)	Amman	409,6	102,0	25	307,6	75
Location de locaux : bureaux	Sanaa	96,0	31,5	33	64,5	67
Location de locaux : aires de stationnement	Sanaa	24,6	8,1	33	16,5	67
Location de locaux : logements (existants)	Aden	84,0	27,6	33	56,4	67
Location de locaux : bureaux (nouveaux)	Aden	120,0	39,6	33	80,4	67
Services collectifs de distribution et d'élimination des déchets	Amman	18,0	7,2	25	55,8	75
Services collectifs de distribution et d'élimination des déchets	Sanaa	64,3	24,5	33	6,4	67
Services collectifs de distribution et d'élimination des déchets	Aden	3,6	1,2	33	22,4	67
Services d'entretien	Amman	110,4	27,6	25	82,8	75
Services d'entretien	Sanaa	85,2	28,1	33	57,1	67
Services d'entretien	Aden	158,4	52,3	33	106,2	67
Services de sécurité : gardes non armés affectés à la sécurité des bureaux	Amman	205,2	51,3	25	153,9	75
Services de sécurité : gardes non armés affectés à la sécurité des bureaux	Sanaa	285,6	115,3	33	170,3	67
Services de sécurité : gardes non armés affectés à la sécurité du complexe	Aden	428,4	141,4	33	287,0	67
Aménagement et rénovation (10 % du loyer)	Amman	41,0	10,3	25	30,7	75
Aménagement et rénovation (10 % du loyer)	Sanaa	32,1	10,6	33	21,5	67
Aménagement et rénovation (10 % du loyer)	Aden	40,4	13,3	33	27,1	67
Carburants et lubrifiants	Amman	35,9	9,0	25	26,9	75
Carburants et lubrifiants	Sanaa	37,6	11,4	33	26,2	67
Carburants et lubrifiants	Aden	139,8	45,6	33	94,2	67
Accès à Internet : ligne principale (liaison louée) (Damamax)	Amman	9,6	2,4	25	7,2	75

<i>Rubrique budgétaire</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Montant total des dépenses prévues pour 2024</i>	<i>Projet de budget de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda pour 2024</i>	<i>Participation de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda au partage des coûts (pourcentage)</i>	<i>Projet de budget du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen pour 2024</i>	<i>Participation du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen au partage des coûts (pourcentage)</i>
Accès à Internet : ligne de secours (liaison louée) (Orange)	Amman	6,0	1,5	25	4,5	75
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda : accès à Internet, ligne principale (liaison louée) (33 %)	Sanaa	48,1	15,9	33	32,2	67
Accès à Internet : liaison louée (EasyLink)	Aden	22,8	7,5	33	15,3	67
Accès à Internet : ligne de secours (liaison par satellite)	Sanaa	96,0	31,7	33	64,3	67
Accès à Internet : bande passante supplémentaire	Sanaa et Aden	13,8	4,6	33	9,2	67
Accès à Internet : ligne de secours (liaison louée)	Aden	22,8	7,5	33	15,3	67
<b>Total</b>		<b>2 639,2</b>	<b>828,9</b>		<b>1 841,9</b>	

### *Ressources extrabudgétaires*

25. Des informations sur le montant estimatif des ressources extrabudgétaires pour 2023 et 2024 pour les missions relevant du groupe thématique I sont présentées à l'annexe II du présent rapport. Les renseignements fournis indiquent ce qui suit : a) le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen s'attendent à recevoir des ressources extrabudgétaires en 2023, mais aucune contribution extrabudgétaire n'est prévue pour 2024 à l'heure actuelle ; b) une diminution des ressources extrabudgétaires par rapport aux estimations pour 2023 est prévue pour le Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs et le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar ; c) les ressources extrabudgétaires devraient se maintenir au même niveau qu'en 2023 pour le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique ; d) le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie devrait recevoir des ressources extrabudgétaires d'un montant légèrement supérieur aux estimations pour 2023. **Le Comité consultatif espère que les missions politiques spéciales relevant du groupe thématique I tiendront compte des enseignements et des meilleures pratiques issus des stratégies de collecte de fonds qui ont fait leurs preuves dans d'autres entités des Nations Unies, en vue de renforcer les mesures prises pour obtenir un financement volontaire suffisant, prévisible et soutenu, y compris des fonds non affectés à des fins spécifiques, selon les besoins. Le Comité attend avec intérêt de recevoir des informations actualisées à ce sujet dans le prochain projet de budget.**

### *Représentation géographique équitable et représentation équilibrée des genres*

26. En réponse à ses questions, il a été indiqué au Comité consultatif qu'au 30 juin 2023, sur les 219 titulaires d'emplois financés par le budget ordinaire, 96 étaient

originaires d'États d'Asie et du Pacifique, 52 d'États d'Europe occidentale et d'autres États, 48 d'États d'Afrique, 17 d'États d'Europe orientale, 5 d'États d'Amérique latine et des Caraïbes et 1 d'un autre État. En outre, à la même date, sur les 219 membres du personnel, 82 étaient des femmes et 137 des hommes. **Le Comité consultatif compte que des mesures supplémentaires seront prises pour parvenir à une représentation géographique plus équitable des États Membres et à un meilleur équilibre entre les genres au sein du personnel des missions politiques spéciales relevant du groupe thématique I, et que des informations actualisées à cet égard seront fournies dans les futurs projets de budget-programme.** On trouvera dans le rapport principal du Comité sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales ([A/78/7/Add.1](#)) et au chapitre I de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour 2024 ([A/78/7](#)) des observations supplémentaires sur la représentation géographique équitable et la représentation équilibrée des genres.

## Annexe I

## Accords de partage des coûts en vigueur dans les missions politiques spéciales relevant du groupe thématique I

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Objets des accords</i>	<i>Entités avec lesquelles les coûts sont partagés</i>	<i>Justification</i>	<i>Montant inscrit au budget de la mission pour 2024 au titre du partage des coûts</i>
<b>Groupe thématique I</b>				
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Accord de partage des coûts conclu avec l'équipe de pays des Nations Unies (sécurité locale et dispensaires de l'Organisation mondiale de la Santé)	Programme des Nations Unies pour le développement et équipe de pays des Nations Unies	Le Département de la sûreté et de la sécurité assure et gère la sécurité dans le pays. L'Organisation mondiale de la Santé fournit des services médicaux à l'équipe de pays.	130,8
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique	Contribution au Centre médical des Nations Unies pour les services médicaux communs qu'il fournit, calculée sur la base des effectifs, conformément au mémorandum d'accord, et services de sécurité	Commission économique pour l'Afrique	Maîtrise des coûts	3,8
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	Le budget de la mission comprend la part qui lui revient des services communs d'appui fournis sur place par l'Office des Nations Unies à Nairobi, conformément à l'accord de prestation de services	Office des Nations Unies à Nairobi	Maîtrise des coûts	94,0
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Accord de partage des coûts conclu avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (frais de location et d'exploitation d'un avion ; part de 20 %)	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Maîtrise des coûts et synergies au niveau opérationnel	721,7
	Accord de partage des coûts liés à la sécurité locale conclu avec l'équipe de pays des Nations Unies pour le Département de la sûreté et de la sécurité en Jordanie et au Yémen	Programme des Nations Unies pour le développement et équipe de pays des Nations Unies	Maîtrise des coûts et synergies au niveau opérationnel	117,5
	Accord de partage des coûts conclu avec l'équipe de pays des Nations Unies au Yémen (infirmerie commune)	Programme des Nations Unies pour le développement et équipe de pays des Nations Unies	Maîtrise des coûts et synergies au niveau opérationnel	171,0

Mission	Objets des accords	Entités avec lesquelles les coûts sont partagés	Justification	Montant inscrit au budget de la mission pour 2024 au titre du partage des coûts
Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar	Accord de partage des coûts conclu avec l'équipe de pays des Nations Unies (logements à Sanaa)	Programme des Nations Unies pour le développement et équipe de pays des Nations Unies	Maîtrise des coûts et synergies au niveau opérationnel	863,6
	Accord de partage des coûts conclu avec l'équipe de pays des Nations Unies (espace récréatif à Aden)	Organisation mondiale de la Santé et équipe de pays des Nations Unies	Maîtrise des coûts et synergies au niveau opérationnel	36,0
	La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique fournit des services administratifs globaux sur la base du recouvrement des coûts, et bénéficie d'un soutien supplémentaire du Programme des Nations Unies pour le développement pour tous les services qu'elle fournit sur le terrain au Myanmar ou dans le cadre de missions dans d'autres pays, notamment dans les domaines de la sécurité, du transport local, de la coordination sur le terrain et du dédouanement	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et Programme des Nations Unies pour le développement	Maîtrise des coûts et synergies au niveau opérationnel, les activités ayant temporairement été délocalisées à Bangkok sans personnel local	85,6



## Annexe II

### Ressources extrabudgétaires, par mission du groupe thématique I

#### Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre

a) En 2023, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 35 400 dollars devraient être utilisées pour soutenir la mise en œuvre d'un projet visant à promouvoir la participation des femmes et à prendre en compte les questions de genre, ainsi qu'à assurer la participation de la société civile, notamment des organisations de femmes et de jeunes, au processus de paix à Chypre. Le projet s'achèvera en 2023 (A/78/6 (Sect. 3)/Add.2, par. 37);

b) À l'heure actuelle, aucune ressource extrabudgétaire n'est prévue pour 2024 (ibid., par. 38).

#### Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la prévention du génocide

(a) En 2023, le montant des ressources extrabudgétaires (environ 525 300 dollars) servira essentiellement à financer les dépenses de personnel correspondant à quatre emplois [1 P-5, 2 P-3 et 1 G(AC)] ainsi que le programme de renforcement des capacités et d'assistance technique du Bureau et l'élaboration du rapport du Secrétaire général de 2023 sur la responsabilité de protéger (ibid., par. 66). Les emplois de P-5 et de G(AC) seront financés pour quatre et six mois, respectivement ;

b) Pour 2024, le montant des ressources extrabudgétaires devrait s'élever à 274 800 dollars, ce qui permettra de financer deux emplois [1 P-3 et 1 G(AC)] et le programme de renforcement des capacités et d'assistance technique du Bureau (ibid., par. 67) ;

c) La diminution des ressources extrabudgétaires qui devraient être utilisées en 2024 par rapport à 2023 tient principalement à l'achèvement de projets relatifs au renforcement des capacités et au travail d'assistance technique du Bureau, ainsi qu'à la diminution des contributions non préaffectées (ibid., par. 68).

#### Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie

a) En 2023, il est prévu que des ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 272 500 dollars financent un emploi de spécialiste hors classe des droits humains (P-5) et un emploi de spécialiste des questions politiques (adjoint(e) de 1<sup>re</sup> classe) recruté(e) sur le plan national et aideront le Bureau de l'Envoyé spécial à faciliter les travaux de la Commission constitutionnelle, notamment en lui apportant un appui technique et logistique et un appui dans le domaine de la sécurité ou dans d'autres domaines, y compris en faisant la liaison avec les interlocuteurs du Gouvernement de la République arabe syrienne et de l'opposition, la société civile, y compris les groupes de femmes, et les parties prenantes régionales et internationales, entre autres activités (ibid., par. 161) ;

b) En 2024, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 279 000 dollars devraient être mises à disposition pour continuer d'aider le Bureau de l'Envoyé spécial à faciliter les travaux de la Commission constitutionnelle. À l'heure de l'établissement du présent rapport, on ne savait pas si ces ressources serviraient à financer des emplois de temporaire en 2024 (ibid., par. 161).

### **Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique**

a) En 2023, des ressources extrabudgétaires d'un montant d'environ 830 200 dollars sont engagées pour financer cinq emplois [1 P-5, 1 P-4, 1 P-3, 1 P-2 et 1 emploi d'agent(e) local(e)], des services de consultants et un appui administratif temporaire (ibid., par. 188) ;

b) En 2024, des ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 830 200 dollars devraient permettre de financer la reconduction de cinq emplois [1 P-5, 1 P-4, 1 P-3, 1 P-2 et 1 emploi d'agent(e) local(e)], des services de consultants et un appui administratif temporaire (ibid., par. 189).

### **Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs**

a) En 2023, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 2 808 000 dollars devraient être utilisées pour mener divers projets dans différents domaines en vue d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord-cadre (ibid., par. 214) ;

b) En 2024, des ressources extrabudgétaires d'un montant de 1 500 000 dollars devraient être utilisées pour mener divers projets dans différents domaines en vue d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord-cadre (ibid., par. 215) ;

c) La diminution du montant estimatif des ressources extrabudgétaires qui devraient être utilisées en 2024 par rapport à 2023 tient au fait que le montant des contributions que l'on s'attend à recevoir est moins élevé que prévu (ibid., par. 216).

### **Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen**

a) En 2023, le Bureau a prévu d'utiliser des ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 540 100 dollars, dont 312 100 dollars pour financer l'appui aux initiatives liées au genre au moyen de formations et de réunions avec des interlocuteurs yéménites et internationaux, et 228 000 dollars pour financer des services d'experts des questions politiques dans le cadre du soutien à plusieurs volets fourni par l'Envoyé spécial au processus politique, par la création d'un emploi de spécialiste des questions politiques (P-3) (ibid., par. 242) ;

b) Aucune ressource extrabudgétaire n'est prévue pour 2024 en raison de l'achèvement en 2023 des activités des projets nécessitant la fourniture de conseils à l'Envoyé spécial sur les questions politiques et les questions liées au genre (ibid., par. 243).

### **Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar**

a) En 2023, le Bureau a prévu qu'il disposerait de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 1 699 100 dollars pour financer des activités d'appui et des initiatives visant à promouvoir l'application de la résolution 76/180 de l'Assemblée générale, ainsi que cinq emplois [2 P-5, 1 P-4 et 2 emplois d'agent(e) local(e)]. Ces activités et initiatives portent sur : i) le soutien au retour des réfugiés et des déplacés rohingya ; ii) le dialogue intercommunautaire ; iii) la lutte contre la discrimination et les discours de haine ; iv) la réconciliation nationale (ibid., par. 268) ;

b) En 2024, le Bureau devrait disposer de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 483 800 dollars, qui serviraient à appuyer les activités de la mission visant à consolider encore la démocratie et à promouvoir la justice, la paix et les droits humains au Myanmar. À l'heure de l'établissement du présent rapport, on ne savait pas si ces ressources serviraient à financer des emplois de temporaire en 2024 (ibid., par. 269) ;

c) Les ressources extrabudgétaires en 2024 devraient être inférieures aux estimations de 2023, en attendant que des accords définitifs soient conclus avec les donateurs, ce qui devrait avoir lieu au quatrième trimestre de 2023, conformément à la pratique de la mission consistant à conclure des accords annuels avec les donateurs (ibid., par. 270).

---